
Y AVAIT-IL MOINS D'INCENDIES DE FORÊTS AUTREFOIS ?

par Jean-Claude ISTRE*

Une idée qui est devenue lieu commun veut qu'autrefois il y avait moins d'incendies de forêts, et qu'aujourd'hui la forêt serait devenue plus inflammable à cause de la disparition des populations rurales, de ces fameux paysans-sylviculteurs qui probablement n'ont jamais eu d'autre existence que dans l'esprit de leurs concepteurs.

Le présent article n'a pas pour objet de faire litière de ces deux lieux communs qui comme beaucoup de lieux communs contiennent sans doute une part de vérité, mais seulement une part.

L'objet de cet article est donc d'approcher la vérité qui comme dans de nombreux cas se situera dans un juste milieu, c'est-à-dire entre l'affirmation selon laquelle la forêt brûlait moins autrefois et l'affirmation selon laquelle elle brûlerait plus aujourd'hui, non seulement en ce qui concerne la fréquence des incendies mais aussi en ce qui concerne la surface des forêts détruites.

Le premier élément à prendre en considération est d'abord la période de référence. Il est à mon avis inutile de prendre comme référence des périodes très anciennes dans le passé car la composition de la forêt, le nombre et la répartition spatiale des populations ont tellement changé dans le temps que toute comparaison avec la situation d'aujourd'hui s'avèrerait impossible ou inutile dans la mesure où on trouverait des indications statistiques exactes dans le passé.

Le mieux est donc d'adopter une période d'une ancénneté moyenne comme le milieu du XIX^e siècle.

Or, à cette époque où le Comté de NICE n'est pas encore rattaché à la France, la forêt provençale qui a été ravagée et amoindrie par les guerres de la Révolution et de l'Empire est loin d'être reconstituée.

On peut estimer très grossièrement que sa surface n'excède pas la moitié de celle dénombrée de nos jours. Encore faudrait-il savoir de quoi on parle quand on évoque la forêt d'hier et celle d'aujourd'hui, car il y a toutes chances que la proportion respective des garri-

* **Jean-Claude ISTRE**
Directeur des actions de l'Etat
Préfecture du Var.
Les Lices
Avenue du 112^e Régiment d'infanterie
83000 — Toulon

gues, des maquis, des massifs forestiers bien constitués, et la proportion respective des conifères et des arbres à feuilles caduques aient beaucoup changé d'une époque à l'autre, rendant de ce fait les comparaisons hasardeuses.

Mais laissons là ces difficultés et prenons pour postulat qu'il n'y a pas eu de changement très notable dans les proportions des essences se retrouvant sur le terrain.

Il est alors évident que si la superficie des forêts était moindre de la moitié, il y a beaucoup de chances qu'il y ait eu la moitié moins de surfaces parcourues.

En fait il y en avait beaucoup moins de la moitié car à cette époque les massifs forestiers étaient moins continus, plus lenticulaires et les risques de transmission du feu d'un massif à l'autre étaient moins grands, donc les feux, moins importants et susceptibles de s'arrêter d'eux-mêmes après avoir détruit des massifs isolés.

C'est là d'ailleurs qu'interviennent les fameux paysans-sylviculteurs dont l'existence mythique trouve sur ce point un semblant de réalité.

En effet le paysan de l'époque n'est pas en tant que tel un sylviculteur. Son action en forêt ne consiste pas à planter des arbres, à surveiller et guider leur croissance, non, pour lui la forêt est plutôt une ennemie et il ne songe guère à l'étendre. Son action consiste essentiellement en une action de cueillette.

La forêt est pour lui un réservoir de matières premières. Il cueille ou récolte le bois mort, il abat des arbres de taillis pour son chauffage, il coupe du bois de construction pour ses maisons.

Il paît ses troupeaux dans les clairières ou dans les sous-bois. Il fait des petits feux d'hiver, non pour faire disparaître les broussailles incendiaires (car le concept du débroussaillage n'est guère entré dans les mœurs), mais pour favoriser la repousse de l'herbe dont se régaleront ses troupeaux et les lapins (car il est chasseur, et tout particulièrement chasseur de lapin à cette époque).

Bien évidemment, dans toutes ces actions on ne décèle guère de volonté positive de défendre et a fortiori d'étendre la forêt, mais le résultat de ces actions de cueillette est que la forêt, parcourue, utile à l'homme et riche de produits gratuits, très importants dans une économie rurale préindustrielle et pré-monétaire, brûle moins car elle est débarrassée de beaucoup de ses produits combustibles qui de nos jours alimentent ou transmettent l'incendie.

En outre, les clairières cultivées, les espaces intercalaires cultivés entre les forêts, les restanques entretiennes sont autant de pare-feux naturels qui font obstacle à la transmission de l'incendie.

Donc l'action du paysan se révèle positive pour la forêt tant qu'évidemment il ne coupe pas dans celle-ci plus que le croît naturel. Mais en règle générale on ne peut parler de paysans-sylviculteurs, ou alors c'est une action sylvicole involontaire.

Mais revenons sur le postulat que la proportion des différentes essences était la même dans les deux périodes analysées.

Sans disposer de statistiques très précises à cet égard, tout donne à penser que la proportion des conifères plus inflammables que les essences à feuilles caduques s'est entre les deux périodes analysées fort accrue au détriment de ces dernières et parmi les conifères, ce sont

généralement les conifères les plus inflammables qui se sont multipliés : c'est ainsi que si la proportion des pins parasols ne s'est pas accrue ou a même regressé, la proportion des pins maritimes couvrant davantage le sol et donc gênant la propagation des broussailles a tendu vers zéro, tout ceci pour assurer le « triomphe » du pin d'ALEP, l'essence la plus inflammable et la plus combustible qui soit, ayant par ailleurs la faculté de propagation et de reprise après l'incendie la plus grande.

Tout donc s'est passé selon ce que dit la fameuse loi de Gresham dans le domaine monétaire « La mauvaise monnaie chasse la bonne », l'ivraie du pin d'Alep est venue à bout du froment constitué par les autres essences.

Et lorsqu'on parcourt les campagnes provençales on ne trouve plus guère ni de noyers, ni de micocouliers, ni d'oliviers cultivés, ni d'amandiers, ni de pins maritimes, toutes essences qui étaient à la fois plus utiles et moins inflammables que le pin d'Alep.

La seule glorieuse exception à ce constat est le développement relatif du cèdre, depuis la fin du XIX^e siècle, mais sur des secteurs très limités du Ventoux et du Luberon en des sites d'altitude.

Deux autres éléments sont par ailleurs à prendre en considération lorsque l'on veut comparer les fréquences respectives des incendies au siècle dernier par rapport à aujourd'hui : Le premier élément est celui de l'attitude disons « philosophique » du public vis-à-vis des incendies (et des autres phénomènes cataclysmiques).

Il est bien évident qu'au XIX^e les populations n'ont aucun moyen réel à part peut-être les contre-feux pour lutter contre les incendies. Lorsque le feu prend et que l'on n'a pas pu l'éteindre dans les premières minutes, on laisse brûler, on fait la « part du feu », comme on fait la « part de la mort » en cas d'épidémies.

Au demeurant, en vertu du principe qu'à « quelque chose malheur est bon », dictum au demeurant très symptomatique d'une société technologiquement peu avancée, le paysan sait bien que les incendies de forêts n'ont pas pour lui que des inconvénients. Ils ont même pour lui beaucoup d'avantages.

L'incendie défriche pour son compte gratuitement, la récupération des arbres partiellement brûlés lui donnera énormément de bois de chauffage sans grand effort. L'herbe n'en repoussera que mieux ce qui favorisera la paissance des troupeaux. Le gibier chassé par l'incendie sera une proie facile devant les chasseurs. Les mauvaises herbes seront détruites (du moins le suppose-t-il) etc...

L'incendie de forêt, même pour des populations déjà largement déchristianisées est donc un phénomène qui dépasse leur entendement et leurs moyens, on n'y voit peut-être plus le doigt de DIEU, mais on y voit encore la manifestation d'une puissance supérieure contre laquelle il serait vain de lutter.

D'autre part, la notion d'un monde retréci et étriqué qui est la nôtre n'est absolument pas admise.

Le monde paraît vaste, on commence en France à reconquérir des colonies, l'Algérie s'ouvre à nos colons, on ne va pas s'inquiéter de la destruction de quelques hectares de forêts alors qu'elles repousseront toutes seules et que même si elles ne repoussent pas on mettra en valeur les immenses étendues tropicales riches en bois exotiques tandis qu'on plantera des forêts nouvelles en Afrique du Nord.

C'est donc une conception extensive, positive et optimiste de l'action humaine qui prévaut alors, sans que la notion de défense de l'environnement entre en ligne de cause.

Le deuxième élément qui est voisin du premier et qui tend également à diminuer l'impact des incendies de forêts à cette époque est la méconnaissance du phénomène feux par les populations.

J'ai feuilleté les gazettes anciennes jusqu'en 1914. Il n'y est pratiquement, sauf exceptions, jamais question d'incendies de forêts et les seules relations relatives aux incendies concernent essentiellement ceux des franges urbaines de Marseille ou de Toulon (vus depuis le centre des villes, donc portés à la connaissance des citoyens) ou même ceux qui frappent déjà l'Algérie, prolongement naturel de la France où de nombreux méridionaux sont allés chercher fortune (et parfois l'oubli lorsqu'ils laissaient quelques manquements à l'ordre établi, derrière eux !).

Or, il est bien évident qu'une population non informée des incendies ne peut guère les craindre de même qu'une population exagérément au courant du moindre évènement se passant sur cette planète sera tentée d'exagérer le péril qui la menace (et l'incendie de forêt en est un en zone provençale) (1).

Les journaux de l'époque vu leur nombre de pages réduit, (3 ou 4) l'absence de photos, auraient d'ailleurs été bien en peine de relater les incendies de forêts qui apparaissent à leur lecture comme très marginaux pour l'opinion publique qui se passionne par contre pour la situation internationale et les conquêtes coloniales, et la plus large part des colonnes des quotidiens est réservée à la diffusion des informations relatives aux pays étrangers ou d'outre-mer.

La France d'alors est rien moins qu'hexagonale et elle est particulièrement tournée vers l'avenir. Elle est en outre résolument optimiste. On mesure hélas, le chemin parcouru, en sens inverse depuis plus de cent ans.

Cette évocation de la presse de l'époque (soit entre 1850 et 1914) suffit à montrer combien il en est différemment aujourd'hui.

En effet, nous nous trouvons dans une situation diamétralement inverse où une presse multi-forme, omni-présente donne à chaque évènement une résonance souvent superflue avec pour seul résultat d'accroître les inquiétudes des populations et un sentiment d'insécurité croissant.

Ceci provient notamment de l'amalgame qui est fait entre des évènements qui se produisent à 10 000 ou 6 000 km (et qu'il faudrait bien dire qu'ils ne nous concernent guère) avec ceux qui se produisent localement.

Ainsi, des incendies, qui ravagent l'Australie ou la Canada sont assimilés et ajoutés par l'opinion publique à ceux qui se produisent dans nos régions.

Les tremblements de terre du Nicaragua ou du Japon feront trembler les populations méridionales de la France par l'action conjointe des médias ou même des services publics dont l'action en ce domaine n'est pas toujours exempte d'un certain goût du catastrophisme de nature à permettre le vote ou l'octroi de crédits toujours plus importants pour lutter contre les phénomènes en cause dont le danger pour nos populations sera artificiellement accru.

Tout ceci n'est pas bon et conduit à une mauvaise prise de conscience par le public des risques réels et à l'adoption de méthodes erronées pour lutter contre eux, alors que des méthodes simples et bon marché devraient permettre de limiter le risque des incendies de forêts :

- diminution des surfaces forestières
- suppression de la continuité forestière
(parcellisation des massifs)
- élimination progressive des essences les plus inflammables
- diversification des essences et plantation d'essences moins inflammables.

Tout ceci vaudrait mieux évidemment que de multiplier les matériels et les personnels chargés de la lutte contre l'incendie.

Cette politique devrait naturellement s'accompagner d'une meilleure prise de conscience de l'utilité (mais aussi de la désutilité et de la dangerosité) de la forêt de façon à aboutir à une politique raisonnable à mi-chemin d'une défense excessive ou d'un abandon total de la forêt provençale.

Cette voie du juste milieu, toujours difficile à atteindre, c'est aussi le chemin à rechercher en matière d'information sur la forêt de façon que l'on ne puisse plus dire de façon systématique :

- la forêt d'autrefois ne brûlait pas, ou moins.
- la forêt d'aujourd'hui brûle beaucoup plus et sur de plus grandes surfaces, car en ce domaine où la part de l'appréciation psychologique est fort grande alors que seule une démarche scientifique ou statistique devrait être observée, il faut se garder de toute conclusion hâtive alors que l'on compare finalement des ensembles, à savoir les forêts dans les deux époques données, qui ont tellement changé pendant 135 ans que toute comparaison entre eux ne saurait être qu'hasardeuse.

J.-C.I.

(1) Voir également les réactions de l'opinion mondiale comme suite à l'affaire Tchernobyl.